

# Marwan Muhammad, qui a le droit de nous empêcher de vous virer ?

## Réponse à Marwan Muhammad

Voici une déclaration de Marwan Muhammad, alors directeur du CCIF (Collectif Contre l'Islamophobie en France), en août 2011, à la mosquée d'Orly.

Né le 13 septembre 1978 à Paris, c'est un ingénieur de formation et militant associatif franco-égyptien. Ami de Tarik Ramadan, c'est un ennemi de la France, favorable à la peine de mort pour critique ou abandon de la religion ou toute autre raison, pour l'inégalité des hommes et des femmes dans la loi et pour l'instauration de la charia. Il entretient des relations avec des milieux radicaux islamistes et probablement terroristes.

*« Qui a le droit de dire que la France dans trente ou quarante ans ne sera pas un pays musulman ? Qui a le droit ? Personne dans ce pays n'a le droit de nous enlever ça. Personne n'a le droit de nous nier cet espoir-là. De nous nier le droit d'espérer dans une société globale fidèle à l'islam. Personne n'a le droit dans ce pays de définir pour nous ce qu'est l'identité française. »*

« Qui a le droit de dire que la France, dans trente ou quarante ans, ne sera pas un pays musulman ? Qui a le droit ? Personne dans ce pays n'a le droit de nous enlever ça. Personne n'a le droit de nous nier cet espoir-là. De nous nier le droit d'espérer dans une société globale fidèle à l'islam. Personne n'a le droit dans ce pays de définir pour nous ce qu'est l'identité française. »

Marwan Muhammad, août 2011, mosquée d'Orly



De la part d'un homme qui a pu faire de belles études en France et réussir sa vie professionnelle grâce à la France, nous voyons là le modèle islamique standard de l'ingratitude d'un homme arrogant et haineux envers ceux à qui il doit tout.

Ma réponse figure dans ce panneau que vous pouvez diffuser en masse si vous le souhaitez !

Personne n'a le droit de nous empêcher d'espérer qu'un jour notre pays sera libéré de ses chaînes et de ses envahisseurs, que nous libérerons tous nos territoires perdus envahis par des peuplades primitives, que nous vivrons de nouveau dans la paix, la sécurité et la fraternité de notre peuple, que nous pourrons circuler en tous lieux et à toute heure du jour et de la nuit sans être insultés ni traités de sales blancs, de sales chrétiens, de sales juifs, de sales "fachos", de sales Français, de sales laïques, de sales démocrates, de sales républicains, ni nous faire cracher à la figure, ni subir des violences, ni voir nos femmes, nos soeurs et nos filles se faire violer en toute impunité, ni voir partout déambuler des zombis barbus ou recouverts de voiles noirs comme la mort, ni d'entendre une langue étrangère aux intonations gutturales remplies de haine, d'entendre des populations incultes prétendre nous apprendre comment nous devons vivre, nous vêtir, boire, manger, élever nos enfant, croire ou prier qui ou quoi que ce soit, vendre, acheter ou consommer de l'alcool, de la charcuterie ou de la viande de notre choix, sans voir imposer à nos enfants des langues barbares dès la petite école ou manger des menus de cantine avec des viandes malsaines d'animaux abattus sans aucune règle d'hygiène ni aucun respect des droits et de la condition animale, sans entendre partout des prêches de haines et d'incitation à la haine et la tuerie contre nous.

Personne n'a le droit de nous empêcher d'espérer qu'un jour, dans notre pays nous pourrons aller prier librement sans que nos prêtres soient assassinés, d'assister à des fêtes sans que des camions écrasent nos populations en joie, sans que nous soyons mitraillés dans nos musées, nos salles de spectacle, nos aéroports ou tout lieu public d'utilité ou de loisir, sans que nos enfants soient assassinés par des fous devant ou dans des écoles privées de notre choix. Oui, nous avons ce droit inaliénable d'espérer toutes ces choses. Nous avons le droit d'espérer qu'un jour notre pays redevienne la France !

En gros caractères pour les presbytes :

« Personne n'a le droit de nous empêcher d'espérer qu'un jour notre pays sera libéré de ses chaînes et de ses envahisseurs, que nous libérerons tous nos territoires perdus envahis par des peuplades primitives, que nous vivrons de nouveau dans la paix, la sécurité et la fraternité de notre peuple, que nous pourrons circuler en tout lieu et à toute heure du jour et de la nuit sans être insultés ni traités de sales blancs, de sales chrétiens, de sales juifs, de sales « fachos », de sales français, de sales laïques, de sales démocrates, de sales républicains, ni nous faire cracher à la figure, ni subir des violences, ni voir nos femmes, nos sœurs et nos filles se faire violer en toute impunité, ni voir partout déambuler des zombis barbus ou recouverts de voiles noirs comme la mort, ni d'entendre une langue étrangère aux intonations gutturales remplies de haine, d'entendre des populations incultes prétendre nous apprendre comment nous devons vivre, nous vêtir, boire, manger, élever nos enfants, croire ou prier qui

que ce soit ou quoi que ce soit, vendre, acheter ou consommer de l'alcool, de la charcuterie ou de la viande de notre choix, sans voir imposer à nos enfants des langues barbares dès la petite école ou manger des menus de cantine avec des viandes malsaines d'animaux abattus sans aucune règle d'hygiène ni aucun respect des droits et de la condition animale, sans entendre partout des prêches de haine et d'incitation à la tuerie contre nous.

Personne n'a le droit de nous empêcher d'espérer qu'un jour, dans notre pays nous pourrions aller prier librement sans que nos prêtres soient assassinés, d'assister à des fêtes sans que des camions écrasent nos populations en joie, sans que nous soyons mitraillés dans nos musées, nos salles de spectacle, nos aéroports ou tout lieu public d'utilité ou de loisir, sans que nos enfants soient assassinés par des fous devant ou dans des écoles privées de notre choix. Oui, nous avons ce droit inaliénable d'espérer toutes ces choses. Nous avons le droit d'espérer qu'un jour notre pays redevienne la France. »

**Laurent Droit**